

ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN DE LA DORDOGNE (EPIDOR)



Analyse de contenu en complément du rapport de l'enquête issue de
l'étude DORDOGNE 2050



Perrin Jacques-Aristide

Avril 2019

Objectifs assignés et méthode suivie

Ce rapport prend place auprès des enquêtes dites restreinte et grand public qui s'inscrivent elles-mêmes dans le cadre général de l'étude prospective Dordogne 2050 dont EPIDOR est le commanditaire.

Réalisées en début d'année 2019, ces deux enquêtes ont permis de recueillir l'opinion de près six cent acteurs du territoire dont les réponses sont réparties de la manière suivante : 87,4% issues de l'enquête restreinte et 12,6% dérivée de l'enquête grand public. En plus des réponses aux questions fermées, certains participants prirent le temps de commenter et d'apporter des compléments à leurs réponses initiales. Ainsi, plus de cent cinquante répondants aux enquêtes restreinte et grand public ont complété leurs réponses avec deux types principaux de commentaires : « *ceux qui commentent des évolutions à prévoir ou complètent la formulation des enjeux ; ceux qui renvoient à des suggestions pour agir* » (rapport MC2 Consultants). Parmi ce total, près de la moitié est exploitable avec une formulation d'opinions et d'idées.

L'objectif du présent rapport est d'étudier et de mettre en valeur ces commentaires exploitables, portant sur moult sujets, pour en faire ressortir les grandes tendances et les éléments les plus révélateurs des enjeux liés à l'étude prospective. Il s'agissait donc d'interpréter et analyser quantitativement et qualitativement ces commentaires, en rapport avec l'avenir de la gestion du bassin versant de la Dordogne, de manière à mettre en évidence les attentes et inquiétudes des commentateurs.

A cette fin, nous avons eu recours à une méthode comprenant :

- une analyse de contenu, soit l' « *ensemble des techniques d'analyse des communications utilisant des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages¹* »
- une analyse synthétique de ce contenu stimulée par des questionnements (peut-on parler de contributions complémentaires/antinomiques ; s'agit-il d'apport/de remise en cause des catégories utilisées dans le questionnaire/de redéfinition des enjeux/des catégories ?)
- un support visuel (nuage de mots) pour rendre compte de la variabilité des données lorsqu'elles furent particulièrement significatives.

L'analyse lexicométrique par logiciel, tout comme l'hypertexte, n'ont pas été jugés pertinents étant donné la taille limitée du corpus (ensemble des commentaires) et le besoin d'analyser qualitativement leurs convergences/divergences.

Nous souhaitons faire remarquer que ces commentaires ne sont pas représentatifs de l'ensemble des réponses aux enquêtes restreintes et grand public. Puisqu'il s'agit de personnes qui ont exprimé une opinion en complément de leurs réponses aux questions fermées posées, il convient de considérer leurs commentaires comme un supplément d'information à l'analyse globale des résultats statistiques présentés dans le rapport d'enquête par MC2 Consultants.

¹ Bardin L., L'analyse de contenu, 1996, PUF

Synthèse des résultats

Les commentaires sont le révélateur de profonds débats sur l'évolution et l'avenir du bassin fluvial. Aussi, ils donnent à voir des ambitions différentes pour le territoire. Dans leurs discours, les commentateurs ont recours à l'eau et à leurs enjeux afférents, tantôt de manière centrale, tantôt en arrière-plan, pour exprimer leurs visions sur ce que doit devenir ce territoire et la manière de se préparer et de s'adapter aux enjeux futurs.

Avant de présenter succinctement les résultats, il est important de situer les commentaires selon le profil des répondants étant donné l'absence de représentativité de leurs auteurs par rapport à l'ensemble des acteurs du bassin. Il s'agit essentiellement d'associations (environnementales, pêche), de collectivités et d'élus provenant plutôt, sur un plan géographique, du département de la Dordogne. Les commentateurs se basent à la fois sur des intérêts (en termes d'usage professionnel ou privé), sur leurs perceptions et représentations sociales des problèmes qu'ils identifient ou que l'étude a identifié, ainsi que sur leurs savoirs (professionnels, d'usages). Nous pouvons noter que les remarques manifestent majoritairement de l'inquiétude (probablement liée à la nature même de l'étude : les risques et opportunités du changement climatique) bien que parfois teintés d'optimisme lorsque des acteurs prirent le temps de formuler des stratégies à mettre en œuvre dans une perspective de projet de territoire.

L'analyse de contenu des commentaires démontre l'existence de constats de départ majoritairement partagés concernant :

- les forces du territoire : qualité de l'eau, infrastructures et équipements performants, histoire locale riche, présence d'espèces vivantes remarquables
- ses faiblesses : agriculture intensive, tourisme assez mal réparti durant les saisons, vieillissement démographique, attractivité économique limitée
- ses risques : adaptation supposée difficile de certaines pratiques culturelles (noix, maïs) et d'activités de loisirs (ski, tourisme)

Si quelques secteurs d'activité sont jugés responsables de l'état du territoire (essentiellement l'agriculture, l'industrie et l'hydroélectricité), une demande d'efforts collectifs fait presque l'unanimité pour instiguer un changement social conséquent. Pour le rendre possible, les acteurs cités sont : EPIDOR, les services de l'Etat, la société civile, les entreprises, les citoyens.

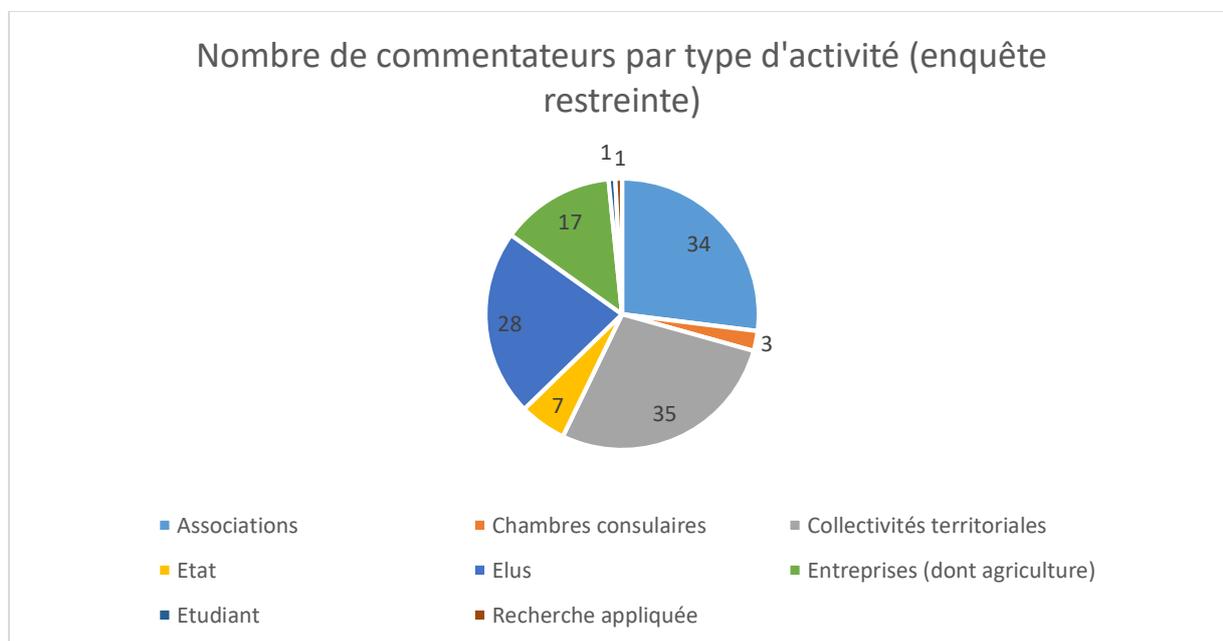
Beaucoup de remarques ont porté sur la manière de gérer plusieurs tensions entre une solidarité amont-aval, une coopération entre les usages, une gestion équilibrée entre le développement des mondes urbain et rural. Plusieurs enjeux forts pour le territoire ont été identifiés, en rapport avec l'eau, avec :

- le devenir des barrages hydroélectriques (risques soulevés par rapport aux impacts sur la biodiversité et sur les usages mais également en lien avec l'actuelle renégociation des concessions)
- le devenir des moulins (faut-il conserver leurs seuils et si oui, dans une optique de production d'énergie ?)
- le devenir de l'agriculture (débats sur l'intérêt de réaliser des réserves d'eau et sur la manière d'assurer une transition vers un modèle jugé plus durable)
- le devenir des plans d'eau artificiels (zones humides à valeur naturaliste ou risque pour la qualité et quantité d'eau ?)
- le potentiel d'activité liée à la méthanisation (avec une pertinence pour le secteur agricole mais des risques qui effraient)

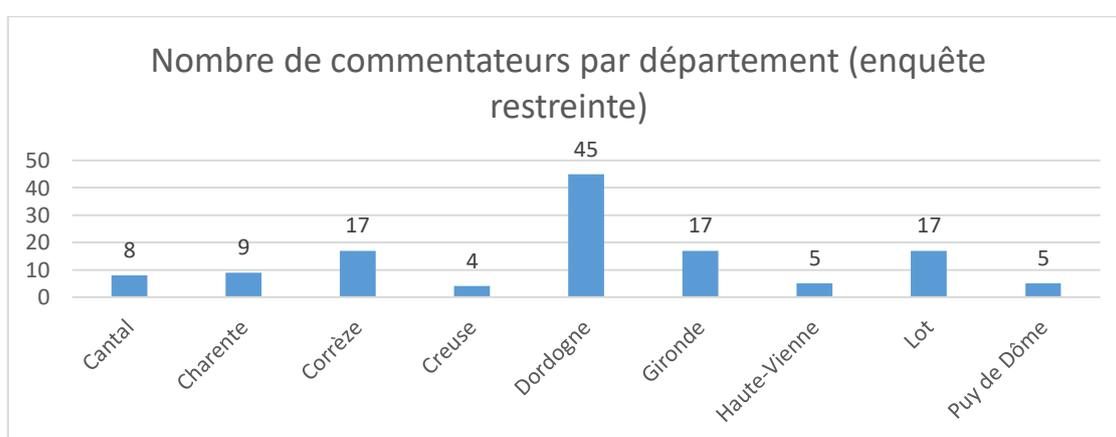
Partie 1 - Présentation des répondants et de leurs réponses

Compte tenu de l'absence de la représentativité des répondants, il est important de présenter le profil des commentateurs :

- pour l'enquête restreinte :

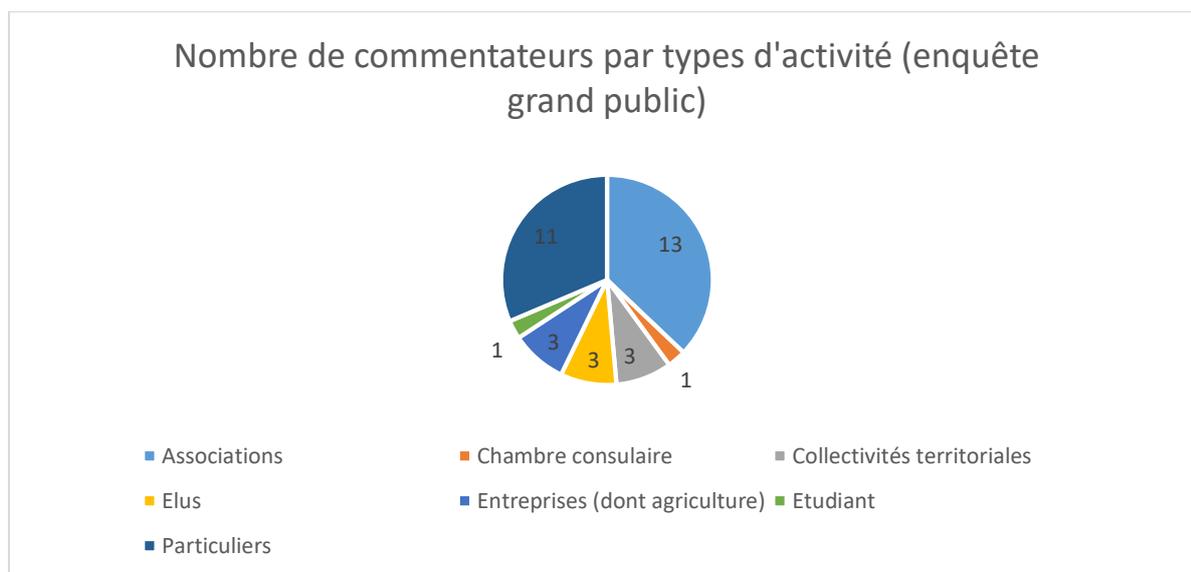


Les répondants, classés par type d'activité et ordre de grandeur, sont des acteurs issus de/des : collectivités territoriales, associations, élus, entreprises, Etat, chambres consulaires, étudiant, recherche appliquée. Le schéma ci-dessus montre que les agents de collectivités territoriales, les associations et les élus représentent la grande majorité des commentateurs.

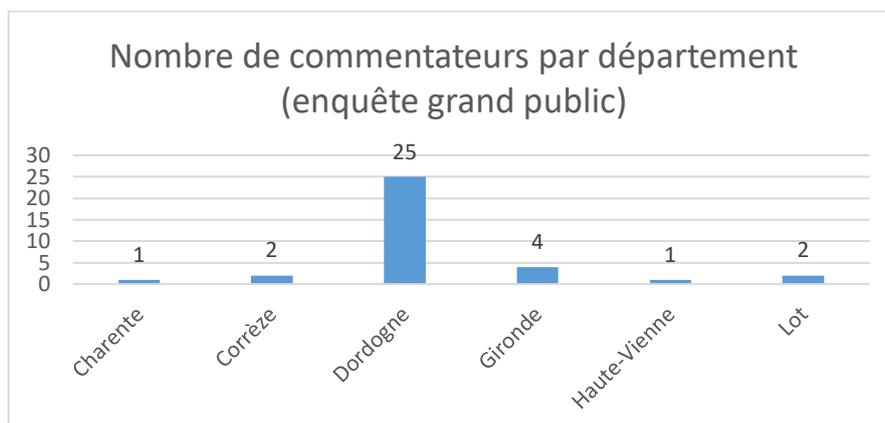


Les répondants proviennent majoritairement du département de Dordogne, suivi par un trio Corrèze, Gironde et Lot.

- pour l'enquête grand public :



Les répondants sont très majoritairement des particuliers et des personnes issues du monde des associations.



Bilan sur le profil des répondants :

A la lecture des résultats de l'analyse, il faut donc tenir compte du fait qu'une majorité des commentaires proviennent d'acteurs issus des collectivités territoriales, du monde associatif et des élus situés (plutôt) dans le département de la Dordogne. Concernant ces trois types d'acteurs, voici les trois thèmes à propos desquels ils ont laissé le plus de commentaires :

- les élus : l'eau potable, l'agriculture et l'eau dans les rivières
- les associations : la biodiversité, l'eau dans les rivières, l'hydroélectricité
- les collectivités territoriales : l'eau dans les rivières, la biodiversité, l'agriculture.

Les commentaires sur l'utilisation de l'eau comme force motrice pour produire de l'énergie montrent que l'avenir des concessions des barrages génère de la crainte (effets éventuels sur la gestion des usages, sur le débit, sur la production hydroélectrique en elle-même, sur le débit minimum, impacts sur la biodiversité avec des lâchers d'eau et les effets des marnages). Le potentiel de développement de l'hydroélectricité fait débat (référence critique envers le projet de STEP de Redenat ; utilisation de seuils de moulins) appelant à mieux apprécier (sur des plans économique et environnemental) le devenir de ce secteur d'activité et à trouver des solutions innovantes (exemple : « *utiliser les eaux usées, comme par exemple en Suisse, pour l'hydroélectricité* »).

Concernant les commentaires et suggestions sur la biodiversité, beaucoup reprennent les mêmes éléments du descriptif de l'enjeu n°3 (réduction des habitats, réchauffement des eaux, introduction d'espèces invasives). Nous n'avons donc pas identifié d'enjeux complémentaires. La biodiversité est essentiellement abordée en matière de faune, de flore et d'espèces sauvages. Le nuage de mots suivant montre les termes les plus utilisés en lien avec la biodiversité :



L'« *intensification des pratiques sylvicoles* » et le « *fractionnement des milieux naturels* » sont les deux motifs d'inquiétude qui reviennent le plus souvent et laissent penser que, pour les commentateurs, il sera difficile à la biodiversité de s'adapter. Par deux fois, la proposition de replanter des haies, en tant que services écosystémiques, a été formulée.

L'agriculture est un autre secteur d'activité du territoire qui a donné lieu à beaucoup de commentaires de manière directe et indirecte. Alors que des désaccords sont identifiables concernant le développement de la méthanisation et la création de retenues collinaires (opportunités/menaces), de nombreuses remarques la juge particulièrement fragile en raison de du modèle conventionnel « *productiviste* ». Evoquée sous la forme d'élevage, de viticulture et d'arboriculture fruitière, l'agriculture est vouée à modifier ses pratiques agricoles, selon une majorité de répondants, pour assurer une transition jugée plus éthique et durable (« *modes culturels moins gourmands en eau et retenant davantage de carbone, « élevage avec de l'herbe locale* », « *conversion à la culture biologique* », « *des exploitations plus petites en favorisant les circuits courts* »). Des solutions sont préconisées comme la mise en place d'une « *économie circulaire* », la « *valorisation énergétique de proximité* », la mise en place de « *plans alimentaires territoriaux* » ou encore les « *démarches agro écologiques* ».

Partie 3 – Les commentaires sur les « perceptions des autres activités les plus fragiles », « les interventions prioritaires », « les freins et les efforts à consentir »

Pour rappel, les résultats de l'enquête (grand public et restreinte) montrent que l'eau potable et l'agriculture sont perçus comme les activités les plus fragiles dans l'avenir. Viennent ensuite la pêche, le traitement des eaux usées et l'agriculture. L'intention des auteurs des commentaires n'a pas été d'évoquer d'autres activités jugées fragiles mais de justifier leurs réponses.

Au sujet de l'eau potable (7 commentaires sur les 26 liés à cette partie), beaucoup de commentaires invitent à protéger les champs de captage (crainte par rapport à l'agriculture) et à veiller à l'efficacité des réseaux.

Les commentaires laissés sur les freins à l'adaptation des activités révèlent la tension entre la nécessité de développer le territoire fluvial (« *attractivité* », « *redynamiser* », « *infrastructures* ») et la protection de l'environnement (« *arbre* », « *biodiversité* », « *qualité de l'eau* », « *paysage* »). D'une part, une partie des interrogations traitent du passage vers une agriculture moins intensive. D'autre part, une partie des répondants appelle à sortir de l'opposition entre un développement économique et une préservation des milieux pour mettre fin à une « *défiance mutuelle* » qui passe – unanimement – par l'affirmation d'une « *volonté* » (« *individuelle, collective et surtout étatique* », « *politique* »). Par conséquent, des solutions alternatives, jusqu'à ce jour jugées comme ralenties, sont souhaitées si la « *transition est portée par les élus locaux* ».

Une vingtaine de remarques a été effectuée concernant « *les efforts à consentir individuellement et/ou collectivement en priorité* » dont les résultats de l'étude restreinte et grand public montraient que « *l'éducation à l'environnement* » et « *laisser plus de place à la nature et à la biodiversité* » étaient les deux types d'efforts jugés les plus prioritaires. Les commentaires laissés ont porté sur des éléments différents. Il a été difficile d'identifier des éléments en commun hormis la demande de réaliser des efforts pour créer une dynamique positive pour le territoire, qu'elle soit d'ordre psycho-éducatif (« *enthousiasme* », « *responsabiliser* », « *éducation* ») ou concrétisée par un plan d'actions (« *financement* », « *solidarité* », « *accompagnement* », « *investir* », « *imposer* ») cohérent.

Partie 4 – Les remarques de conclusion

Le nuage de mots suivants référence les mots les plus utilisés par les commentateurs (au moins trois occurrences) dans les propos de conclusion :



Les remarques de conclusion sont en grande partie le condensé des précédentes remarques réalisées plus tôt par les auteurs. Elles montrent un enthousiasme des acteurs (*a fortiori* du grand public) pour ce type d'étude avec l'occasion de leur donner la parole et d'évaluer les évolutions de leur territoire. Néanmoins, participer à ces études nécessite un niveau de connaissances suffisant pour être à même de répondre à l'ensemble des questions. Le grand public a ainsi souvent appris des éléments en même temps qu'il a tenté de participer (difficilement pour certains), ce qui peut être considéré comme un enjeu de gestion pour continuer à alimenter en informations/données/savoirs la population tout en adoptant un discours compréhensible. C'est pourquoi la communication d'informations et la participation (information, consultation) figurent parmi les demandes des commentateurs pour suivre et prendre part aux futures actions qui dériveront de ces études.